

Note de plaidoyer à Son Excellence Félix TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République Démocratique du Congo (Avec l'expression de nos hommages déférents) à Kinshasa-Gombe.

Bukavu, le 06 Avril 2021, l'organisation de défense des droits humains Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI), une ONG de droit congolais à mandat régional œuvrant pour la promotion de la paix et la protection des défenseurs des droits humains tient à vous saisir ce jour, en vue de vous faire part de la situation qui demeure préoccupante des violations et abus continus des droits de défenseurs des droits humains, journalistes et médias en République Démocratique du Congo.

De nombreux rapports de monitoring effectués renseignent que les défenseurs des droits humains et journalistes en plein exercice de leur travail continuent à subir des arrestations, menaces et intimidations dans plusieurs provinces de la République, ainsi que la fermeture de certains médias, surtout en cette période de coronavirus, par certaines autorités, au motif de vouloir faire respecter votre mesure de lutte contre le coronavirus.

A titre illustratif, au cours du seul mois de Mars 2021, « **Trente (30) nouveaux cas des violations et abus des droits des défenseurs des droits humains, journalistes et médias** », ont été documentés par PPI sur toute l'étendue de la République.

D'après le feuillet de monitoring publié par PPI à ce sujet, ces cas sont repartis de la manière ci-après :

- Kinshasa : 1 (une) journaliste sous menace
- Province du Sud-Kivu : 4 cas dont deux journalistes et deux acteurs de la société civile sous menaces et poursuites judiciaires au parquet général ;
- Province du Nord-Kivu : 2 militants tués et d'autres blessés par balles à Beni ainsi que 9 militants pro démocratie arrêtés et détenus à la prison centrale de Beni ;
- Province du Maniema : 10 DDH arrêtés et détenus à la prison centrale de Kindu et à la prison Centrale de Kibombo ;
- Province de l'Ituri : 1 DDH sous menaces ;
- Province de Lualaba : 1 DDH poursuivi au Parquet de Général de Kolwezi ;
- Province de la Tshopo : Une réunion interrompue par la police, précisément à Kisangani.

Eu égard à ce tableau sombre, Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI) vous demande, Excellence Monsieur le **Président de la République de :**

- Vous impliquer personnellement pour la libération de 10 défenseurs des droits humains détenus injustement dans la prison centrale de Kindu et dans la prison centrale de Kibombo en province du Maniema ainsi que la libération de 9 militants de la Lucha en détention à la prison centrale de Beni ;
- Vous prononcer quant à la condamnation à une année dont six mois avec sursis de 6 journalistes en février 2021, dans la province de la Mongala ;
- Veiller à la cessation de toute menace à l'endroit des milliers des DDH et journalistes dans l'exercice de leur travail, surtout en cette période de la pandémie à coronavirus, conformément à votre discours du 24 janvier 2019, selon lequel il garantirait la lutte contre les violations des droits humains ;
- Veiller au respect des instruments juridiques nationaux et internationaux qui protègent les défenseurs des droits humains, les journalistes et les médias, notamment la loi de 1996 sur la liberté de la presse, l'Edit provincial portant protection des défenseurs des droit de l'homme et journalistes au Sud-Kivu et au Nord-Kivu ainsi que la déclaration des nations unies sur les défenseurs des droits humains de 1998.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République l'expression de nos sentiments les plus patriotiques et épris de justice et de paix.

 Pour PPI

Maitre Pascal MUPENDA
Directeur des Programmes RDC